



Union  
syndicale  
**Solidaires**



**UNL**  
LA VOIX LYCÉENNE



## Observatoire intersyndical des villes gérées par l'extrême droite « **EXTRÊME DROITE, L'ENVERS DU DÉCOR** »

### Actes de la journée du 6 mai à Béziers

Le 6 mai 2105, les syndicats CGT, FSU, Solidaires, l'Unef, l'UNL et la Fidl se sont réunis à Béziers - ville dirigée par une équipe municipale d'extrême droite - en présence d'une centaine de syndicalistes venu-e-s de la région, mais aussi de plusieurs villes gérées par le Front National et par la Ligue du sud.

Les témoignages recueillis, au plus près des acteurs et actrices de l'Éducation nationale, du secteur culturel, des associations et des services municipaux et communaux, ont permis de montrer la réalité de l'imposture sociale de l'extrême droite, en 2015, en France. Cette journée, riche d'expériences vécues, a été l'occasion de mettre en lumière et de débattre des pratiques de l'extrême droite en tant qu'employeur et acteur de la vie économique locale. Les conséquences sur la jeunesse, le « vivre ensemble » ont aussi été au cœur des débats.

Quatre ateliers, une séance plénière de synthèse jetant les bases d'une caractérisation de la cohérence nationale des politiques d'extrême droite... Sans être exhaustif, en s'appuyant sur des éléments concrets recueillis, ce document met le projecteur sur les conséquences néfastes de la mise en œuvre des conceptions politiques de l'extrême droite, dans l'objectif de mieux les combattre.

C'est une nouvelle étape réussie de la campagne commune « Ensemble uni-e-s contre l'extrême droite » initiée en janvier 2014. Elle appelle d'ores et déjà de nouveaux moments notamment à Hayange en octobre prochain, en prise avec les salarié-es, les acteurs de terrain.

#### **UNIS**

CONTRE l'extrême droite  
POUR le progrès social  
et l'égalité des droits

CGT  
FSU  
SOLIDAIRES  
UNEF  
UNL  
FIDL

Après les municipales de 2014, l'extrême droite administre près d'une vingtaine de municipalités, dans lesquelles vivent 450 000 de nos concitoyen-nes. Elle est employeur de plus de 6 000 agent-es territoriaux. Si cet enracinement est limité nationalement on notera qu'à l'échelle du département du Vaucluse, plus de 10 % des habitant-es vivent dans une commune administrée par l'extrême droite. Ses pratiques en tant qu'employeur et acteur de la vie économique locale permettent d'éclairer les conséquences de la mise en œuvre de ses conceptions et projets politiques.

Le bilan de gestion est à examiner au regard du positionnement : Un parti « anti système » (qui se prétend donc en rupture avec les pratiques relevant du clientélisme, de l'affairisme...), un parti « anti-austérité », la « voix des petits, des plus humbles », une force politique porteuse d'une conception de l'action publique très centraliste, considérant les collectivités et la Fonction publique territoriale comme des excroissances démesurées qui handicapent l'économie nationale.

La gestion FN se veut financièrement « vertueuse », ce qui conduit notamment à une volonté de baisser ou du moins de stabiliser la fiscalité. Cela traduit la pleine inscription du FN dans la vision austéritaire dominante des finances publiques. Il y a donc une véritable imposture quand le Front national prétend être un parti anti-austérité :

- politiques de réduction des effectifs des agent-es territoriaux : Hayange ; Fréjus ; Le Pontet ; Bollène, et développement de la précarité : Béziers ;
- attaques sur les modalités d'aménagement de la réduction du temps de

travail et mesures dites anti-absentéisme : Beaucaire ; Béziers ; Bollène ;

- mesures de restriction du droit syndical des personnels et abus sur le devoir des réserves des agent-es. Une liberté de parole fortement contrôlée y compris hors temps de travail : Hayange, Béziers... ;
- pratiques de favoritisme politique dans le recours à des prestataires (en matière de communication et de conseil en particulier) : Le Pontet ; Cogolin ; Béziers ; Fréjus ;
- rivatisation de missions : Bollène (ménage des écoles) ; Hayange (projet de crèche privée) ;
- politisation du haut encadrement et un management autoritaire : Cogolin (chargé de communication identitaire) ; Mantes La Ville (directeur de communication catholique traditionaliste) ; Le Luc (directeur général des services frontiste) ; Beaucaire (chargé de communication identitaire) ; Béziers (chef de cabinet identitaire) ; Marseille 13 (directeur général des services frontiste).

À ce stade, si l'on constate une relative prudence de l'extrême droite dans sa gestion communale et dans le rapport aux syndicats (stratégie de la banalisation), il n'y a pas, en dernière instance, de rupture ni avec le système (imposture politique), ni avec les politiques d'austérité (imposture sociale). Elle s'inscrit à l'encontre de principes fondamentaux de la République et de la Fonction publique (égalité d'accès aux emplois publics, impartialité du service public). Par contre, les pratiques clientélistes s'avèrent bien présentes sans même pointer la précipitation conjuguée à

## ET ACTEUR ÉCONOMIQUE LOCAL »

l'autoritarisme qui renvoie nombre de prises de décisions à une forme d'amateurisme dont tout le monde fait les frais.

Les capacités de résistance sont réelles et se traduisent par des luttes syndicales (Béziers, Hayange, Beaucaire, Marseille 13 notamment), d'autant plus fortes si elles sont unitaires, et articulées avec la recherche de mobilisations convergentes avec les usager-es et le tissu associatif.

**Hayange :** « Depuis son arrivée, le maire a déjà supprimé douze postes. Il a déclaré qu'il y a de son point de vue 80 agent-e-s « en trop » dans la collectivité. Une diminution du personnel ATSEM est engagée. La ville ne s'oppose pas aux baisses de dotations imposées par le gouvernement et elle a décidé d'une baisse de 2 % des impôts. le maire a en projet une crèche privée. Des propos racistes sont tenus dans les services. Les comptes des agent-e-s sur les réseaux sociaux font l'objet d'une surveillance par la municipalité. La CGT est traitée de manière discriminatoire. Pour autant, il demeure possible de mobiliser : les agent-es de la crèche municipale sont en mouvement pour soutenir une de leurs collègues menacée de licenciement. »

**Béziers :** « Le maire a baissé les impôts locaux de 4 %. Le nouveau directeur des services est un ancien lieutenant-colonel de gendarmerie qui n'a pas d'expérience de la Fonction publique territoriale. Le discours de la municipalité

consiste à dire qu'il faut « remettre les fonctionnaires au travail ». Des attaques sont portées sur le temps de travail, le régime indemnitaire (primes au mérite). Des cadres contractuels ont été licenciés, des fonctionnaires sont mis au placard au motif de manque de fidélité au maire. Le maire veut baisser la masse salariale tout en doublant les effectifs de la police municipale (passage de 40 à 80 agent-e-s). 200 postes sont menacés. Les nouvelles fiches de postes sont conçues sur le développement de la polyvalence. La politique d'embauche pratiquée conduit à développer la précarité. Le CCAS semble menacé ; son épicerie sociale a déjà été fermée. La CGT, la CFDT et la FAFPT travaillent de manière unitaire pour organiser la riposte. »

**Bollène :** « Dès son premier mandat, le maire a réduit le personnel ATSEM dans toutes les écoles maternelles. Aujourd'hui il n'y a plus de remplacement en cas d'absences pour maladie ou formation, aucun départ à la retraite n'est remplacé. Lors du changement de municipalité, les ATSEM ont subi des changements d'affectations obligatoires, toutes ont dû changer d'école. On a supprimé à quelques-unes certaines primes et diminué d'autres, suite à des baisses arbitraires de leur note administrative. Elles subissent aussi des pressions : plus elles ont de jours de maladies et moins elles ont de primes. Les heures supplémentaires ne sont pas payées, on leur impose des RTT et des congés, il n'y a aucune souplesse. »

## ATELIER « LE TISSU ASSOCIATIF ET CULTUREL »

Les associations sont un défi pour l'extrême droite, qui révèle là un enjeu majeur de la réalité concrète de sa conception du « vivre ensemble ».

Si toutes les municipalités pratiquent une forme de clientélisme via le financement, celles d'extrême droite la mettent au service d'une idéologie : attaques de la mixité sociale (fermeture des centres sociaux à Draguignan, exclusion de certains commerçants des marchés), mythification d'un passé (fêtes provençales dans le sud, fêtes du Cochon dans l'Est...).

Sous couvert de crise, de gestion en bon père de famille, de bon sens, ces attaques se traduisent par une baisse des moyens alloués à la prévention, et la détérioration du tissu social. Parfois (comme à Beaucaire ou à Orange) ces subventions

sont compensées par la région ou l'État : ces maires peuvent alors pavoiser.

Les associations elles-mêmes se déchirent sur la question d'accepter (ou même demander) des subventions, alors qu'il y a des contreparties exigées par les municipalités (participations aux événements organisés par les mairies, etc.).

**Bollène :** « Je donnais des cours d'alphabétisation à des adultes au sein d'une association culturelle « espace de l'amitié » qui proposait plusieurs activités, diverses et variées : aide aux devoirs, cours d'informatique, ateliers cuisine, cours de danse, course à pied et foot. Il y avait une mixité sociale très riche et l'association était très accessible grâce à différents financements des collectivités. La mairie a décidé de verser les subventions à d'autres. Aujourd'hui, il n'existe plus d'association de ce type à Bollène. »

## ATELIER « POLITIQUE SÉCURITAIRE »

L'obsession sécuritaire : discours martiaux, couvre-feu pour les mineur-es, renforcement et armement de la police municipale, vidéosurveillance en sont les ingrédients. Si le maire de Béziers met en scène sa politique sécuritaire (sa campagne médiatique autour de l'affiche « le nouvel ami du policier »), c'est l'ensemble des maires d'extrême droite qui s'est placé sur ce terrain. Les mesures sont symboliques, elles donnent des gages à leur électorat et ne résolvent en rien les questions d'insécurité sociale.

Un climat de psychose peut entraîner de la peur, et faire monter l'intolérance : notre réponse est dans le lien social.

Il ne s'agit pas de nier la réalité mais de soutenir que les causes sont économiques et sociales. Nous pouvons prendre en charge syndicalement ces questions et médiatiser les décisions des recours en justice qui nous sont favorables, prôner la prévention, la police de proximité.

« **La** » réponse sécuritaire de l'extrême droite, c'est l'augmentation des effectifs de police municipale, parfois de manière considérable : ils ont doublé à Bollène depuis 2008.

Ces politiques sécuritaires ne concernent pas seulement des maires FN ou RBM, certains maires « sans étiquette » s'y rallient. Si Béziers est tombée « comme un fruit mûr » c'est en raison de 19 ans de municipalités de droite, faisant du FN sans le dire.

**Gard :** « L'armement des polices municipales gagne du terrain, notamment dans les zones péri-urbaines et rurales. À l'inverse, la ville de Lyon ne le fait pas, car il y a très peu d'armes en circulation, et la police nationale suffit. En

rural, avec la chasse, on peut avoir un fusil dans une maison sur trois... Mais il faudrait aux policier-e-s municipaux une formation solide pour apprendre à réagir, et aussi une bonne condition physique. Or, la formation dans la territoriale est très légère : six mois, trente cartouches tirées tous les deux mois, 2 h de sport tous les quinze jours... Il nous faut être vigilant-e-s par rapport à ces petites communes, sinon on aura des drames en conséquences. »

**Béziers :** « La mairie a supprimé la gratuité de la navette qui faisait le tour de la ville. Ça a été une des premières actions du maire, au prétexte d'incidents, de plaintes, la navette aurait été « mal fréquentée ». En fait, cela révèle chez lui une aversion pathologique pour les pauvres. »

« Il y a eu des scènes très dures, très violentes autour de la Feria, avec des bagarres alcoolisées, mais on ne parle pas de cette insécurité-là, au contraire la municipalité promeut la Feria ! »

**Béziers :** extraits du courrier d'un enseignant à la Directrice Académique au sujet des affiches « le nouvel ami du policier » : « J'ai le devoir d'appeler votre attention sur le problème spécifique posé aux enseignants des écoles élémentaires et plus encore sans doute dans les collèges et les lycées par la publication, la diffusion massive et le battage médiatique conséquent autour de l'affiche ci-jointe. (...) L'association des deux mots : armes et ami, du concept de nouveauté me paraît particulièrement perverse. (...) Il est bien entendu de notre devoir d'enseignants de répondre au mieux aux questions réellement posées par nos élèves en fonction de l'évolution de la société. Il ne faudrait pas que l'inconscience, l'aveuglement partisan ou simplement une méconnaissance totale des rapports sociaux et des réalités éducatives ne porte à graves conséquences. Je vous demande donc d'intervenir au plus vite pour le retrait de cette affiche portant une atteinte à l'ordre public au travers du rapport aux armes et à la police qu'elle véhicule. »

## ATELIER « ÉDUCATION - JEUNESSE »

La gestion des municipalités par l'extrême droite impacte les enfants et les jeunes : crédits alloués aux écoles primaires, restauration et garderie scolaires. Elle impacte les conditions d'apprentissage des élèves, les droits des parents et les conditions de travail des enseignant-es :

- détournement des cérémonies commémoratives (8 mai, 11 novembre...) proposition d'activité sortie orientée, refus des intervenant-es proposant des activités dites « ethniques »... L'apprentissage des langues premières (ELCO) est réduite a peau de chagrin sous prétexte de priorité au français (Camaret);
- à l'occasion des conseils d'écoles ou des CA, les personnels ont subi des pressions, des injures (à Beaucaire une enseignante se fait traiter de racaille par un élu), quand ce ne sont pas des menaces (Marseille). Il existe des tentatives d'ingérence dans les conseils d'école, visant la réécriture des règlements intérieurs afin de les rendre plus excluants ;
- l'école devient souvent la première à subir des restrictions tant au niveau des personnels que des locaux : par exemple diminution des ATSEM (Bollène, Hayange), mais aussi des moyens (diminution des subventions pour les sorties scolaires ou classes transplantées : Fréjus) ;
- attaques contre les pauvres : fermeture du Centre Communal d'Action Sociale, suppression brutale d'études dirigées et de dispositifs « coups de pouce » (comme à Bollène, ou Beaucaire). Recul de la gratuité et/ou hausse des tarifs (transport ; cantine : Beaucaire, Le Pontet, Villers-

Cotterêts...), exclusion des services municipaux périscolaires des plus précaires comme les enfants de chômeurs (Béziers), bulletin municipal ciblant les « parents profiteurs » (Beaucaire) ;

- instrumentalisation de la laïcité : En s'attaquant aux cantines, en proposant des crèches au moment de Noël sous prétexte de tradition locale ou des messes à l'occasion de festivités laïques, les élu-es d'extrême droite rappellent leur préférence « ethnique et religieuse » créant les conditions d'une politique d'exclusion : exemple du fichage ethnique réalisé par recensement des prénoms des enfants inscrits dans les écoles de Béziers.

La stigmatisation d'une religion en particulier est visée : Béziers mène de véritables « croisades », comme l'arrêté anti-kebab pris par la municipalité UMP ou le fait de débaptiser des rues pour réécrire l'Histoire et rendre hommage à l'OAS.

**Bollène :** « *Les écoles reçoivent des crédits nettement insuffisants, que ce soit pour les photocopies, le parc informatique ou les sorties scolaires. Quant aux travaux, chaque demande est une bataille. L'année dernière, pendant plusieurs jours on a eu des remontées d'odeurs très désagréables dues aux égouts. Les parents se plaignaient tout le temps à la directrice, qui prévenait la mairie par mails et coups de téléphone, rien n'y faisait... jusqu'au jour où les parents ont décidé de bloquer l'entrée de l'école aux élèves et ils ont fait venir la presse. Le lendemain, la mairie s'est attaquée à nous en disant que nous avions monté les parents (comme s'ils n'avaient pas les capacités et les moyens pour prendre cette initiative) ; le problème a été résolu et mais aucun représentant de la mairie n'est venu à notre dernier conseil d'école. »*

**Orange :** *Les cantines d'Orange ne proposent pas de repas de substitution au porc. Pire, obligation est faite aux Atsem de mettre, quand il y en a au menu, le porc dans l'assiette de tous les élèves.*

**Bollène :** *« Depuis des années, je propose à mes élèves, suite au travail de classe, de venir aux commémorations du 11 novembre et du 8 mai. En 2012, nos élèves de CM2 ont beaucoup travaillé sur la seconde guerre mondiale et ont pu rencontrer d'anciens résistants de Bollène. Le 18 juin, lors de la cérémonie commémorative de l'appel, sept élèves étaient présents. Face au refus de la mairie de diffuser le Chant des Partisans, quelques personnes présentes ont rouspété. Là, deux adjoints se sont avancés et ont commencé à chanter la Marseillaise d'une manière très agressive. Les élèves ont eu peur, et ont reculé. Je leur ai demandé de rentrer chez eux calmement. Plus jamais je ne voudrais remettre mes élèves dans une telle situation. Au-delà de toute considération politique que les enfants n'ont pas, ils ont bien senti la violence de ce moment-là. »*

**Marseille :** *En mars dernier, à rebours de la stratégie « pas de vagues » de Ravier, un*

*représentant FN de la mairie de secteur est venu à l'école de la Busserine pour un conseil d'école et a menacé les participant-es à plusieurs reprises. Alors que la discussion portait sur les crédits municipaux de l'activité théâtre, il a dit à l'enseignant qui animait la réunion : « On se reverra à un autre moment, dans un autre endroit, et la situation sera bien différente ! ». Deux enseignants ont déposé une main courante. Les écoles attenantes ont exprimé publiquement leur solidarité.*

**Villers-Cotterêts :** *Lors de la commémoration du 11 novembre le maire a imposé aux écoliers un poème de Charles Péguy alors qu'ils avaient travaillé sur le Dormeur du Val, d'Arthur Rimbaud. Syndicats et administration ont rappelé la liberté pédagogique, mais les enseignant-es ont obtempéré.*

*La prise en compte du quotient familial ayant évolué, les familles les plus démunies se retrouvent pénalisées quant à l'accès aux prestations de la ville (cantine scolaire, centre de loisirs...). Ainsi le prix du repas augmente de 50 % pour les familles les plus modestes.*

# LES PROPOSITIONS DE L'OBSERVATOIRE INTERSYNDICAL DES VILLES GÉRÉES PAR L'EXTRÊME DROITE

En repartant du mouvement associatif, syndical et culturel, il est nécessaire de ne pas s'isoler, de débattre, multiplier les échanges et mutualiser les outils, renforcer le maillage et reconquérir la rue avec pour objectif de montrer la résistance qui s'organise.

Mener des campagnes d'information et d'opinion sur la prévention, les services publics (revendiquer des moyens pour les transports, l'accueil des moins de trois ans, la justice), recréer du lien social... Dans l'éducation, il reste à travailler notre réaction face au collectif « Racine » qui ne réunit que quelques dizaines de personnels de l'Éducation, mais qui fait tout pour diffuser ses idées.

Soutenir les débuts de réponses : conférences (ex : sur la guerre d'Algérie), festivals comme « un printemps à Béziers, Festival des Peuples » organisé entre autres avec la Cimade, journaux alternatifs sur le modèle du journal citoyen en ligne « En vie de Béziers » qui a été créé, réseau citoyen solidaire dans l'objectif d'avoir un maillage de la ville, éducation populaire... À Béziers existe un projet d'achat d'un immeuble associatif, afin d'en faire un espace de liberté, pour faire renaître une vie artistique et culturelle, et un lieu de solidarité.

Pour aller au-delà d'indispensables observatoires locaux, envisager la créa-

tion d'Observatoires départementaux des dérives démocratiques, comme dans le Gard, avec des remontées du terrain (délibérations de conseils municipaux), et une implication d'autres réseaux (syndicaux, mais aussi associatifs et politiques). Travailler des propositions concrètes sur les questions sécuritaires.

Revenir toujours aux questions sociales : contrer le slogan du FN par « **La véritable insécurité, qui est monstrueuse, elle est économique et sociale** », et mettre en avant nos revendications de justice et de progrès social.

Pérenniser le travail intersyndical local, national en coopération avec VISA. Pour cela, l'Observatoire intersyndical collecte et mutualise des témoignages, afin que nos militant-es partent de situations de travail découlant des politiques municipales pour s'adresser aux agent-es : dire ce qu'est le FN ou la Ligue du Sud en matière de Services Publics, de choix budgétaires, de gestion du personnel, mettre en évidence les répercussions concrètes sur les conditions de travail des personnels, et les conditions de vie des usager-es. Utiliser les outils d'expression syndicaux, voire les médias, mais aussi les instances représentatives des personnels pour rappeler les valeurs, les fondamentaux que nous portons. Créer du matériel commun : argumentaires, fiches, tracts...

**Notre collectif apparaît comme solide, ancré dans le temps. Nous continuerons à être au rendez-vous dans cette campagne, avec une prochaine étape début octobre en Moselle.**

## CONTACT

FSU : [presse@fsu.fr](mailto:presse@fsu.fr)

SOLIDAIRES : [contact@solidaires.org](mailto:contact@solidaires.org)

CGT : [presse@cgt.fr](mailto:presse@cgt.fr)